

FRANÇAIS

DÉCLARATION INTERNATIONALE

19 juillet 2023

**POUR LA GARANTIE DU DROIT À LA VIE, À LA PROTESTATION SOCIALE, À LA
LIBERTÉ D'EXPRESSION ET À L'ÉTAT DE DROIT AU PÉROU**

Les soussignés, préoccupés par la profonde crise politique, de représentation, de l'état de droit et par la violation systématique des droits humains au Pérou, expriment ce qui suit :

Le 7 décembre 2022, le Congrès du Pérou a procédé à la destitution irrégulière, à l'arrestation et à la détention provisoire du président de l'époque, Pedro Castillo, sous des accusations de rébellion et de complot, sans procédure régulière et sans respecter son droit à la défense ; ainsi qu'à une succession présidentielle douteuse de Dina Boluarte. Depuis ce jour, il y a eu des manifestations massives au niveau national, exigeant la libération de Pedro Castillo, la fermeture du Congrès et l'appel à une Assemblée constituante.

La Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH), plusieurs procédures spéciales des Nations Unies, le Haut-Commissariat des Nations Unies et son bureau régional, Amnesty International, Human Rights Watch, entre autres, ont vérifié et constaté l'usage disproportionné de la force avec une teneur raciste et discriminatoire, y compris la torture, les arrestations arbitraires et les exécutions extrajudiciaires, qui ont causé plus de 60 morts - dont 49 victimes abattues par les forces de sécurité - et des centaines de blessés. Des médecins ont été tués alors qu'ils portaient assistance aux blessés, des jeunes - y compris des mineurs - ont été blessés par balle. Des blessures par balles au corps et à la tête ont été signalées, raison pour laquelle Amnesty International a fait remarquer l'intentionnalité de cette répression.

La politique consistant à semer la peur et à paralyser les mobilisations par des exécutions extrajudiciaires et des morts arbitraires, faisant un usage généralisé de munitions létales, a conduit à l'impuissance de nombreuses familles de victimes de la répression, qui se trouvent aujourd'hui sans protection ni secours.

Le régime de Dina Boluarte, en alliance avec le Congrès de la République et les Forces armées a limité les garanties constitutionnelles, fomentant les persécutions politiques, judiciaires et médiatiques, accusant sans preuve de "terroriste" toute personne critiquant les politiques du régime actuel, ainsi que les politiques économiques extractivistes qui mettent le climat, les droits et les territoires des peuples autochtones en danger. Parmi les victimes de cette persécution figurent

des journalistes, des étudiants, des avocats, des défenseurs des droits humains, des écologistes, des militants, des dirigeants, des leaders locaux et autochtones.

Une récente décision de la Cour suprême péruvienne, en contradiction avec les normes internationales et les recommandations des Nations Unies sur le droit de manifester, a jugé que la mobilisation contre le gouvernement, une entreprise privée, ou pour la défense de tout droit, représente une "anti-valeur" et constitue un délit. Par ailleurs, il souligne que si une manifestation, même pacifique, affecte le système économique, elle devient "un délit

aggravé". Cette décision de justice qui criminalise un droit fondamental dans un contexte de grave crise politique et humanitaire dans le pays, met en péril la défense des droits civiques des citoyens péruviens.

Pour tout ce qui précède, nous demandons instamment :

- Garantir le respect des droits humains, sauvegarder les droits civils et politiques en mettant l'accent sur le droit de protestation sociale, la liberté d'expression, de réunion, d'opinion, la liberté de la presse, et sauvegarder un État de droit démocratique qui respecte les normes et accords internationaux signés par le gouvernement péruvien.
- Cesser la criminalisation et la persécution politique, médiatique et judiciaire des manifestants et de la population en général. Nous appelons de toute urgence au respect des principes et de la procédure de l'État de droit dans les processus judiciaires en cours, imposant le respect de l'impartialité judiciaire, la légalité et à la libération de tous les prisonniers politiques emprisonnés sans preuve depuis le 7 décembre 2022.
- Garantir une réparation complète aux victimes de violations des droits humains et à leurs familles. Cette réparation doit inclure une compensation financière, des soins médicaux complets et une réadaptation continue, des soins psychologiques spécialisés et d'autres mesures pour protéger les droits à l'éducation et au travail.
- Respecter les droits humains et une procédure régulière dans le cas du président déchu Pedro Castillo, qui comprend le droit à un procès public équitable par un tribunal indépendant et impartial, ainsi que l'accès aux conseils juridiques de ses avocats et sa libération immédiate.
- Respecter les revendications des peuples, tels que l'appel à une nouvelle Constituante, dans laquelle la participation politique avec égalité des genres et représentativité des peuples autochtones est garantie.

Liste des signataires : voir ci-dessous

Contact presse en français:

Maria del Rosario Wullemin (Genève) +41 76 615 67 32

PRIMERAS FIRMAS (Día 18.07.2023)

ARGENTINA

Dr. Raúl Eugenio Zaffaroni, abogado penalista, juez, jurista, escribano, y criminólogo argentino.

Dr. Guido Leonardo Croxatto, abogado especialista en Derechos Humanos con posgrado en Derecho Público y Constitucional.

Marino Juan Leonardo Pérez Esquivel, sociólogo, Diputado Nacional, Partido Piquetero

Alexis Jungblut, abogado, Partido Piquetero

Valeria Lihue Diaz Giussani, Partido Piquetero

DINAMARCA

Christian Juhl, Ex miembro del Parlamento Danés, The Red Green Alliance/Enhedslisten

Pelle Dragsted, Miembro del Parlamento Danés, The Red Green Alliance/Enhedslisten

Victoria Velásquez, Miembro del parlamento Danés, The Red Green Alliance/Enhedslisten

Trine Pertou Mach, Miembro del Parlamento Danés, The Red Green Alliance/Enhedslisten

Søren Søndergaard, Miembro del Parlamento Danés, en nombre de todo el grupo parlamentario de The Red Green Alliance/Enhedslisten

John Andersen, Profesor catedrático de la Universidad de Roskilde

Hans Aalborg, Historiador, coordinador del grupo Latinoamérica, The Red Green Alliance/Enhedslisten

Tue Magnussen, Magister, miembro del Comité de Derechos Humanos de las Naciones Unidas

Gitte Pedersen, Catedrática

Ruth Mikél Jensen, Catedrática

Mikael Hertoft, Secretario de la Comisión Internacional The Red Green Alliance/Enhedslisten - a nombre de toda la comisión internacional.

Lasse Olsen, miembro del Consejo de la ciudad de Aalborg

Freja Wedenborg, periodista

Sascha Faxe, Miembro del Parlamento Danés, Alternativet

ESPAÑA

Ana Maria Surra Spadea, Senadora (Barcelona)

Manu Pineda; Diputado del Parlamento Europeo dentro del Grupo Confederal de la Izquierda Unitaria Europea/Izquierda Verde Nórdica (GUE-NGL)

Ramón Franquesa, portavoz de coordinación pensionista coespe o profesor de economía mundial Universidad de Barcelona

Mauricio Valiente Ots, Abogado en Derechos Humanos, ex-diputado en la Asamblea de Madrid, ex-concejal Ayuntamiento de Madrid

Margarita Guerrero Calderón, presidenta del Movimiento Revolución Ciudadana en Europa.

Pepe Mejía, periodista.

Carlos Vila, abogado.

José Luis González del Moral, abogado.

Carlos Sevilla Alonso, abogado.

Manuel Garí Ramos, economista.

Luisa Martín Rojo, catedrática de Lingüística de la UAM.

Héctor Grad, profesor de Antropología Social de UAM.

Petxo Idoiaga, catedrático de Comunicación de la Universidad del País Vasco (UPV).

Mikel de la Fuente, profesor de Derecho del Trabajo, Universidad del País Vasco UPV.

Juan Hernández, investigador del Observatorio de las Multinacionales en América Latina.

Fernando Álvarez-Uría, catedrático de Sociología de la UCM

Montserrat Galcerán, catedrática de Filosofía de la UCM

José Manuel Naredo, economista y ecologista

Carlos S. Olalla, actor

Jaime Pastor, profesor de Ciencia Política de la UNED

Ángeles Ramírez, profesora de Antropología Social de la UAM

Jorge Riechmann, poeta y profesor de Filosofía de la UAM

Pablo Ródenas, profesor de Filosofía Política de la Universidad de La Laguna

Marcos Roitman, profesor de Sociología de la UCM

Itziar Ruiz-Giménez, profesora de Relaciones Internacionales de la UAM

Julia Varela, catedrática de Sociología de la UCM

Julio Cuenca Sanabria, arqueólogo. Islas Canarias

Manuel Fitas Ramírez, Secretario General de Sindicalistas de Base. Islas Canarias

Alicia Ramos Triano. Cantautora.

Daniel Quintero Martín, Presidente del Comité de Empresa del Instituto Canario de Hemodonación Tenerife

Manuel de la Rosa, profesor. Islas Canarias.

IRLANDA

Mick Wallace, Grupo de la Izquierda en el Parlamento Europeo - GUE/NGL

Clare DALY, Grupo de la Izquierda en el Parlamento Europeo - GUE/NGL

SUIZA

Jean Ziegler, sociólogo, ex-asesor del Consejo de Derechos Humanos de las Naciones Unidas ONU

Erica Deuber Ziegler, historiadora de Arte, Ginebra

Carlo Sommaruga, Conseiller d'État, ex-Conseiller nacional

Laurence Fehlmann Riel, Consejera nacional, Parlamento Suizo

Martin Miguel Carnino Ex- Conseiller Municipal Vernier et travailleur social.

Rob van der, Educateur / pédagogue Berne

Ivonne Gonzalez, Chanteuse Cubane et fondatrice Noaircir Wikipedia

Sylvin Tevoz, Diputado Ginebra

Luis Salazar Mejia, Musicólogo, pedagogo.

Gladys Acosta Brandrup Conseillère Municipale Vernier

Jean-Pierre Tombola,député au Grand Conseil, Adjoint administratif, Etat de Genève

Juan Tortosa, Solidarités

Tobia Schnebli, président Parti du Travail Genève

EFI, Espace Femmes International,

Luisa Cruz Hefti, secretaria de EFI

Juan Gasparini, periodista acreditado ante la ONU

Emp'ACT

Alejandro Mackinnon, enseignant et directeur ong de coopération (Emp'ACT)

Jeanne-Marie Jaccard Therapeuta formatrice Flores de Bach

Elisabeth Anja Oksalampi, sociale Coach , Université Genève.

Rowana Statham Therapeuta coach